

# PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

## Journal de Libye Géopolitique et stratégie

N° 23 du 02.06.11

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal d'Iran" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : [no-war.over-blog.com](http://no-war.over-blog.com)

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : [http://www.palestine-solidarite.org/Journaux\\_libyens.htm](http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_libyens.htm)

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : [fa032881@skynet.be](mailto:fa032881@skynet.be)

### Sommaire :

Tiré à part :

1 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

2 Brèves

3 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

4 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

---

## 1 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

### 1-1 Jean-Paul Pougala :

#### Kadhafi a-t-il tiré sur son peuple? A-t-il tué "10 000 Libyens? Faux!

Dans cette expression de « tirer sur son peuple » il y a déjà l'intention de nuire au président Libyen. On veut manipuler l'opinion en suscitant son indignation. S'il avait tiré sur le peuple italien ou français cela aurait-il été plus normal ? Non. Il ne s'agit en effet que d'une association de mots savamment étudiés dans des bureaux de recherches stratégiques pour trouver les expressions appropriées à intégrer à la vraie guerre qui a ensuite été déclenchée.

Pour revenir à l'accusation même, L'information principale qui a justifié la résolution 1973 du Conseil de Sécurité des Nations-Unies est celle d'un prétendu carnage de 10.000 morts et 55.000 blessés en 1 mois, commandité par le Président Libyen. C'est une affirmation mensongère et pour plusieurs raisons :

Logique : Pour tuer 10.000 personnes en un mois, il faut être capable d'en tuer 300 à 400 tous les jours. Seul Hitler y est parvenu, mais il a eu besoin de plusieurs installations de fours crématoires.

Kadhafi aurait utilisé des avions de combat qui normalement volent à 5.000 mètres d'altitude et à une vitesse de 1.000 km/h. A moins de larguer une bombe atomique, ces avions, aussi spéciaux soient-ils ne pourraient pas

réussir un tel exploit.

Pour les blessés, leur nombre est dans tous les pays du monde fournis par des sources hospitalières. Dans la gestion optimale d'un hôpital, il est prévu environ 10 à 20 places de libre pour accueillir des cas imprévisibles. Pour accueillir 55.000 blessés, à raison de 20 par hôpital, il faudrait 2.750 hôpitaux pour accueillir tous les blessés Libyens et même en utilisant tous les hôpitaux du continent africain (environ 1.230) on n'y arriverait jamais. Les photos diffusées de ce prétendu massacre proviennent du cimetière « Sidi Hamed Cemetery » où se déroulait une normale opération de renouvellement du sol avec déplacement des restes humains, pratique très habituelle et commune dans le monde judéo-islamo-chrétien pour laisser place aux nouveaux morts, chaque 10 ou 20 ans selon les pays.

Origine de l'information. Le philosophe Chinois Mo Tseu (479-381 avant l'ère chrétienne) a écrit que pour vérifier la véracité d'une information, il faut d'abord identifier la source et se demander quelles sont les raisons avouées et inavouées de celui qui vous communique une information. D'où est arrivée l'information ? des rebelles, c'est naturel ! Mais diffusée sans conditionnel par la Chaîne de télévision Al Jazeera qui appartient à l'émir du Qatar. Le hasard veut que ce petit pays soit le seul pays Arabe qui participe à larguer les bombes sur la tête des Libyens. Une coïncidence plutôt troublante.

A ce jour, plusieurs mois après le prétendu massacre, on n'a toujours pas l'ombre d'une preuve irréfutable. Ce qui n'a pas empêché le mandat d'arrêt du procureur de la Cour pénale internationale (CPI) Luis Moreno-Ocampo qui était vigilant de menacer Gbagbo pour les 7 femmes tuées à ABOBO le 8 Mars 2011, mais complètement muet au moment des faits et amnésique aujourd'hui pour les 1.200 morts de Ouattara à Duékoué (selon le CICR et la CARITAS) et cela en présence des troupes françaises de la Licorne et celle de l'ONUCCI.

Monsieur Moreno-Ocampo n'a pas jugé opportun d'effectuer le moindre déplacement en terre libyenne pour vérifier ces accusations. Qu'importe, demander l'arrêt d'un Chef d'état Africain non docile est devenu le seul motif qui justifie l'existence même du TPI.

## 2-KADHAFI ET LES MIGRANTS AFRICAINS

Lorsqu'en 2006, Kadhafi réunit les Ministres de l'Intérieur Africain pour leur proposer une carte d'identité unique avec une codification commune pour toute l'Afrique afin de faciliter le déplacement des Africains sur tout le continent sans formalité administrative excessive, tous les présents étaient contents et enthousiastes du projet du guide Libyen. Mais à leur retour, un coup de fil à Paris, un autre à Londres et voilà que l'idée n'était plus bonne pour certains pays qui ont vite relayé la propagande selon laquelle si la mesure était entrée en application, la Libye aurait colonisé les autres pays africains. Là où le comble arrive est lorsque les clandestins africains en Libye proviennent à 99% des pays qui avaient refusé la proposition Libyenne.

Par ailleurs, pour des raisons de sécurité intérieure, aucun pays du monde ne peut assister passivement au fait que son territoire devienne le point de passage des personnes qu'il n'est pas en mesure d'identifier. En Libye, il y a la même loi qui est en vigueur dans tous les pays Africains, c'est le délit de clandestinité pour les étrangers démunis de titres de séjours valides.

Pour terminer, pour tous les Africains dotés d'un minimum sens de discernement, il ne fait aucun doute que le destin de la jeunesse africaine n'est pas celui de se mettre en marche vers l'illusion d'un hypothétique paradis européen pour occuper le bas de l'échelle des classes sociales en occident. L'objectif pour lequel il vaut la peine de se battre est celui de faire rêver l'Afrique. L'Afrique doit faire rêver les Africains, afin qu'ils aient la sérénité et l'enthousiasme nécessaires pour surmonter les défis qui les attendent.

En conclusion, accuser Kadhafi de n'avoir pas laissé les clandestins se déplacer librement sur son territoire c'est faire montre d'une incapacité à comprendre la complexité des problèmes qui nous entourent.

## 3- KADHAFI ET LA LONGEVITE DE SON POUVOIR

Une des raisons pour aller bombarder la Libye est que le Guide Libyen a passé trop d'année au pouvoir (42 ans). Le record de longévité des hommes politiques au pouvoir n'est pas détenu ni par Kadhafi, encore moins par les Africains, mais par les Occidentaux. Prenons 4 exemples de 4 pays qui bombardent la Libye pour lui exporter leur modèle de démocratie :

Les USA : L'ancien membre du Ku KLUX KLAN, Robert Byrd, qui a reconnu dans ses mémoires en 2005 avoir orchestré une manœuvre au Congrès américain en 1964 pour retarder la loi sur les droits civiques des Noirs, a siégé au Sénat Américain de façon ininterrompue pendant 56 ans. Né le 20 novembre 1917, et membre du Parti démocrate et sénateur de Virginie-Occidentale, il siègera au Congrès des États-Unis de janvier 1959 à sa mort survenue le 28 juin 2010. Cela fait 63 ans au total en ajoutant les 6 ans qu'il a passé à la chambre des Représentants, où il est entré le 20 janvier 1953 lorsque le président Harry Truman cédait sa place à la Maison Blanche à Dwight Eisenhower et il en est reparti seulement qu'à cause de la mort, sous la présidence Obama. Avant lui, monsieur Carl Hayden a été Sénateur pendant 56 ans et 319 jours, de 1912 à 1969. Et bien d'autres encore. Lorsqu'on sait qu'un sénateur Américain est 10 fois plus puissant qu'un Chef d'Etat Africain, cela donne une idée de la profondeur de cette longévité politique.

En France, Louis Philippon a été maire de Juvigny dans l'Aisne, pendant 69 ans (de 1929 à 1998), Philippe de La

Moissonnière-Cauvin, a été maire de La Fontelaye en Seine-Maritime pendant 63 ans de 1945 à 2008. Hubert d'Andigné, a été pendant 59 ans maire du Champ-de-la-Pierre dans l'Orne de 1946 à 2005. Roger Sènié âgé de 90 ans est aujourd'hui le maire de La Bastide-de-Bousignac dans l'Ariège, poste qu'il occupe depuis octobre 1947, c'est-à-dire 64 ans, peut-être qu'en 2014 briguera-t-il un nouveau mandat. Dans le pays de la révolution française, y aura-t-il un candidat pour le battre ? C'est le même cas que pour Monsieur Arthur Richier, âgé de 89 ans et maire de Faucon-du-Caire dans les Alpes-de-Haute-Provence, depuis 1947 à ce jour.

Pierre Abelin (1909-1977), politicien français qui cumulera les fonctions de ministre dans 4 gouvernements, de Shumann en 1947 à Chirac en 1974, député de 1945 à 1974, maire de Châtellerauld (de 1959 à sa mort en 1977). Et lorsqu'il meurt, il est remplacé à la mairie par sa femme, parce que son fils Jean-Pierre Abelin qui n'a que 27 ans a besoin de temps pour prendre l'héritage de papa et tout rafler : ainsi il est aux manettes juste un an plus tard et devient député de la Vienne de 1978 à aujourd'hui, Conseiller général de 1977 à aujourd'hui, vice président du conseil général depuis 1982 à aujourd'hui. Et depuis 2008, il a ajouté à tous ces pouvoirs, le poste du Maire de cette même ville. A quoi servait la révolution française ? Que se serait-il passé si cette saga s'était passée dans une famille africaine ? On aurait tout simplement conclu que les Africains s'accrochent au pouvoir. Voilà le détail de ce système de dynastie démocratique à la française qu'on utilise les bombes pour exporter en Libye ;

Roselyne Bachelot, l'actuelle Ministre des Solidarités et de la Cohésion sociale a depuis 23 ans (1988) pris la succession de son père Jean Narquin qui avait été pendant 20 ans député du Maine-et-Loire de 1968 à 1988. Comme cela ne suffit pas pour rafler tout l'héritage de papa, elle cherche depuis à en ajouter une nouvelle fonction : Maire d'Angers. Son fils Pierre Bachelot né en 1970 entre au parlement dès l'âge de 22 ans comme Assistant de maman. Le petit génie de fils accompagnera la mère comme conseiller parlementaire, lorsque maman deviendra successivement Ministre de l'écologie en 2002 et Ministre de la santé en 2007. C'est cette année que le jeune Pierre prendra son autonomie à 37 ans, puisqu'il sera nommé à un poste créé sur mesure pour lui par maman à l'Inpes (l'Institut national de prévention et d'éducation pour la santé) malgré sa formation en « art privé ». Elle n'est pas belle la démocratie au pays de la révolution française ? Il faut vite l'exporter en Libye.

En Italie, Giulio Andreotti a été élu député en 1946 et aujourd'hui il vote comme sénateur à vie, c'est dire depuis 65 ans. Comme il n'avait plus la force de faire la campagne électorale, il a été nommé « Sénateur à vie ». Il a ainsi cumulé ses fonctions de député et de Président du Conseil Italien, poste qu'il a occupé 7 fois en 20 ans, du 17 Février 1972 au 24 Avril 1992. Pendant ce temps, son parti est resté au pouvoir sans interruption de 1946 à 1992, c'est-à-dire 46 ans. Et ne sera balayé que par la justice pour corruption. Pour comparaison, le parti de Kadhafi n'a fait que 42 ans au pouvoir en Libye.

Dans le Royaume Uni, la situation est encore catastrophique où on ne parle pas de longévité d'Elizabeth II qui est reine de 16 pays indépendants depuis 1952. En 1942 à seulement 16 ans, elle est déjà nommée chef de l'armée et passe en revue les troupes. Classée par le magazine FORBES 214ème fortune mondiale pour le seul mérite d'être née, elle coûte aux britanniques la somme de 43 millions de dollars par an. La reine n'a pas de pouvoir ? Et si Kadhafi devait devenir le roi de la Libye ? Que se serait-il passé si Kadhafi avait instauré un émirat avec sa famille, comme le Qatar qui participe aux bombardements ? Qu'aurait-on dit si pour le mariage d'un des fils de Kadhafi on avait décrété une journée fériée, immobilisé toute la nation ? Exactement comme cela s'est passé à Londres pour le mariage du prince William et de Kate le 29 avril 2011 ??? La télévision France24 a calculé le coût de cette journée fériée à 6 milliards d'euros au patronat britannique. Cette folie démocratique qu'on veut exporter en Libye a coûté à la mairie de Londres 22 millions d'euros pour la seule sécurité. Pendant ce temps, les frais de scolarité par an dans les universités publiques britanniques ont été multipliés par 3 (passant de 3900 à 10700 euros). Le Canada qui reste une colonie doit payer 50 millions de dollars canadiens par an pour soutenir la famille royale britannique ; pendant ce temps selon Statistique Canada, les frais d'inscription dans les Universités Canadiennes ont augmenté entre 1996 et 2002 par exemple dans la province de l'Ontario de 141% pour la faculté de droit, de 241% pour la médecine et de 315% en dentisterie. Et on peut bien se demander comment peuvent-ils prétendre concurrencer la Chine sur les spécialités intellectuelles en pénalisant ainsi l'acquisition de ces connaissances pointues, par leur jeunesse.

En Afrique, à ce jour, aucun politicien africain n'a battu ces records d'incohérence, à n'importe quel niveau de la vie politique. Ailleurs, ce qu'on exige d'un politicien est son bilan pourquoi ceci ne serait-il pas valable pour le président Libyen ? Mais pour avoir une idée de son bilan politique pour son pays, il faut juste se poser la question de savoir pourquoi il n'y a jamais un seul Libyen sur les trop nombreuses embarcations de fortune qui échouent sur les côtes italiennes de Lampedusa ? Pourquoi les Libyens ne fuient-ils pas leur pays ? Mais aussi, si Kadhafi est ce méchant dictateur, pourquoi c'est le pays africain qui a le plus grand taux d'étrangers ? Les ressortissants des USA, France, GB, se sentent-ils mieux au Qatar ou en Libye ? Et que dire du fait que le drapeau de la rébellion libyenne est bien celle de la royauté. C'est comme si des rebelles français aujourd'hui brandissaient le drapeau des rois de France, c'est-à-dire que les occidentaux font la guerre en Libye pour la reporter en arrière de 43 ans, pour passer d'une république fut-elle imparfaite, vers une royauté, pourvue que le nouveau roi soit docile, et que l'argent du pétrole remplissent les banques qu'on lui indiquera, il peut être sûr qu'on lui déroulera le tapis partout en occident.

#### 4-POURQUOI LES INTELLECTUELS AFRICAINS NE SOUTIENNENT-ILS PAS LE CNT LIBYEN ?

Le CNT est une création de la France. C'est le philosophe Français Bernard-Henri Levy qui a lui-même expliqué à la presse ses multiples voyages pour encourager les Libyens à se défaire de Kadhafi. C'est encore lui qui nous a expliqué qu'un mouvement était né. C'est toujours lui qui nous donnera le nom de CNT, il nous dira qu'il est composé de 35 membres, pire qu'en dehors de 3 ou 4 de ses membres tous les autres 30 souhaitaient garder leur anonymat. Lorsque Monsieur Lévy a communiqué au monde que Kadhafi utilisait les Noirs venus d'Afrique noirs payés une bouchée de pain, personne n'avait auparavant songé de lui expliquer que les tribus du sud de la Libye sont composées essentiellement de populations Noires qui donc se trouvent à tous les postes de l'administration Libyenne. En effet contrairement à la France, plusieurs ambassadeurs Libyens dans le monde sont des Noirs, des Noirs Libyens. Le racisme peut rendre aveugle. L'erreur de Henri Lévy était basée sur la conception raciste des Européens du 19ème siècle qui tend à séparer les populations africaine d'origine arabe et les Noirs sur une base de classement hiérarchique des valeurs culturelles des uns et des autres. C'est toujours notre philosophe qui a promis à Monsieur Sarkozy que la guerre n'aurait pas duré plus de 3 jours, parce que, a-t-il expliqué à la presse, « l'armée de Kadhafi est composés de 300 minables hommes mal équipés ». Bernard Henri Levy, comme nous le rappelle l'agence de presse Russe RIA-Novosti, s'était trompé de la même manière en 1999, après l'attaque contre le Daguestan par Chamil Bassaïev, Lévy avait alors recommandé à l'Occident de reconnaître l'autorité du terroriste Maskhadov en Tchétchénie. Ce dernier sera abattu par les FSB russe le 8 mars 2005. Lévy va récidiver en été 2008, il va encore se tromper d'encourager le président Georgien Mikhaïl Saakachvili à déclencher une guerre suicidaire contre la Russie. La suite, on la connaît. Le pire du ridicule dans tout cela est qu'il n'a toujours pas compris que la politique est une science et comme toute science, il faut prendre le temps d'en connaître les principes et les mécanismes pour éviter de se tromper sur des questions les plus élémentaires de politique internationale, surtout lorsqu'on incite les manifestants pacifiques à la guerre.

Récemment, pour la commémoration des 40 ans de la fin de la guerre du Biafra, la plus meurtrière de l'Afrique, avec environ 2.000.000 de morts, la radio publique suisse RSR nous a proposé des documents inédits, piochés dans les archives de la CICR, la Croix Rouge Internationale dont le siège est ici à Genève. Les témoignages étaient des interviews réalisées il y a 40 ans aux différents dirigeants de cette organisation qui expliquaient comment le CICR profitait de son statut de neutralité pour transporter les armes pour aider à la victoire de la France dans cette guerre prétendument pour l'indépendance des Biafrais, peuple qui se trouvait ainsi pris au piège d'une décision prise à Paris qui voulait à tout prix elle aussi avoir son émirat pétrolier comme les Britanniques au Koweït ou au Qatar. La révélation la plus cauchemardesque de ces archives ont été pour moi de découvrir que sur les 2.000.000 de morts, la moitié ont été des morts inutiles, sacrifiés pour empêcher que Paris ne perde la face, car nous dévoile le dirigeant du CICR, un an avant la fin de la guerre, tous savaient qu'elle était perdue, mais Paris et le CICR continuaient de fournir aux Biafrais de nouvelles armes tout en leur disant qu'ils étaient en train de gagner.

C'est exactement le même scénario aujourd'hui en Libye. On croyait gagner facilement une guerre en 3 jours, au 3ème mois sans aucune avancée, et malgré les 1.000.000 d'euros par jour que coûte à la France cette guerre (chiffre fourni par le Ministre Français de la Défense), on continue la NO FLY ZONE en bombardant les bureaux, les écoles et les hôpitaux Libyens comme si ces derniers volaient. Et comme ces actes de terreur ne marchent pas, on revient à la recette née à la guerre du Biafra : utiliser ses ONG pour invoquer un génocide, invoquer le Tribunal Pénal International et même si on sait que cela ne marchera pas, qu'importe, il vaut mieux faire mourir toute la Libye, plutôt que d'avoir le courage de reconnaître qu'on s'est trompé et qu'on a perdu la guerre.

Pour les intellectuels africains, le débat n'est nullement celui de soutenir Kadhafi contre le CNT ou soutenir le CNT contre Kadhafi, mais sur le principe de la justice internationale qui est aujourd'hui biaisée par un certain nombre de pays occidentaux, qu'on connaît, car ce sont toujours les mêmes qui étaient assis à la table de la conférence de Berlin en 1884 pour décider du destin de l'Afrique sans la présence des Africains, qui aujourd'hui humilient l'Union Africaine et toutes ses décisions, et s'arroge le droit de choisir à la place des Africains leur destin. Lorsque les présidents de 3 pays occidentaux (USA, France, UK) payent une tribune dans les journaux de plusieurs pays pour annoncer que Kadhafi n'est pas un bon leader pour la Libye, je crois qu'il s'agit d'une insulte à l'intelligence des Africains. Hier nos parents et nos ancêtres étaient certes des primitifs qui ne comprenaient rien de ce qui leur arrivait, mais aujourd'hui, nous avons étudié dans les mêmes écoles, nous avons apprivoisé les mêmes connaissances que le monde entier et continuer de nous regarder du haut en bas comme des éternels esclaves, est une faute grave des occidentaux qu'il revient à nous autres Africains de corriger et non de seconder par notre silence coupable. Nous devons faire l'histoire, la nôtre et non plus la subir. Comme nous ne disons pas aux Américains, aux Britanniques ou aux Français qui est mieux pour guider leur destin, c'est à nous de nous battre pour qu'ils n'interfèrent plus dans le processus de formation de notre propre démocratie fut-elle imparfaite et blâmable ; et comme il s'agit d'un processus, même les échecs sont des acquis positifs devant servir à l'amélioration qui est le propre de l'adaptation pour la survie de toute espèce vivante.

La révolution libyenne a malheureusement été stoppée net, le jour où l'interférence occidentale est devenue palpable dans la crise de ce pays. Kadhafi qui semblait mis aux cordes par des manifestations naturelles dans ce processus d'amélioration du genre humain a été miraculeusement remis en scelle grâce à l'ingérence de la

France qui a commis la grave erreur stratégique de transformer une manifestation pacifique en rébellion armée. Et la recette de la rébellion armée peut bien avoir fonctionné en Côte d'Ivoire, mais pas forcément ailleurs.

## 5-CONCLUSION

L'ignorance est le vrai danger qui mine la jeunesse africaine et les empêche à une prise de conscience effective des défis qui les attendent. Contribuer à réduire cette ignorance est déjà faire quelque chose. Car c'est parce que les populations seront conscientes de leur poids et de leur valeur qu'elles pourront prétendre de leurs dirigeants des comportements plus rigoureux, respectueux de leurs intérêts. Dans l'ignorance, il n'y a point de conscientisation et chacun fait ce qu'il veut, puisque personne ne lui demande de rendre compte. Le système de manipulation des masses africaines par l'Occident a porté un sacré coup dur au processus démocratique normal de l'Afrique, puisque l'alibi du complot des Blancs affranchit très vite aux yeux du peuple tous les débordements de leurs dirigeants. Ne pas subir cette manipulation est la garantie que les Africains sauront faire la part des choses entre les dirigeants valeureux et ceux médiocres.

C'est venu pour nous le temps de dire enough is enough, trop c'est trop. Mais pour le faire, il faut résoudre ce problème de la grande ignorance dans laquelle est trempée la majorité de nos frères et sœurs qui n'ont de conscience que le fruit de la manipulation dont ils sont victimes. Ce que j'ai fait n'est je l'espère que le début de cette nouvelle bataille que chaque Africain doit maintenant s'approprier et puis tous ensemble, nous devons être capables d'exiger que la politique soit suffisamment rigoureuse pour soigner finalement nos intérêts et non plus exclusivement ceux de l'Occident contre les nôtres.

Nous sommes 1 milliard d'Africains. Nous devons être capables de mettre la pression sur nos dirigeants pour d'une part faire que l'Afrique devienne championne du monde du respect des droits naturels des êtres humains (hommes et femmes confondus) et d'autre part pour faire respecter nos intérêts dans tous les engagements internationaux que souvent nos haut-fonctionnaires ignorent malgré leurs multiples diplômes.

Il me plaît de conclure avec ces deux pensées :

A-"Les pays africains sont encouragés à la division, afin que les puissances étrangères puissent asseoir leur domination. Il faut que l'Afrique s'unisse en un seul État comme les États-Unis d'Amérique, avec une seule armée, une seule économie, une seule monnaie. » Mouammar Kadhafi (adepte convaincu du panafricanisme de Marcus Garvey) – extrait de l'interview accordée à France24 et Radio France Internationale(RFI) le 6 Juillet 2010.

B-« LES TRAITRES de Marcus Garvey (17 août 1887, Saint Ann's Bay, Jamaïque-10 juin 1940, Londres)  
Dans la lutte pour s'élever, les opprimés sont toujours handicapés par ceux d'entre eux qui trahissent leur propre race, c'est-à-dire par les hommes de peu de foi, et tous ceux qui se laissent corrompre et acceptent de vendre les droits de leurs propres frères.

Nous non plus, membres de la race noire, ne sommes pas totalement à l'abri de ce genre de fléau. Si j'exprime le fond de ma pensée, je dirai même que nous en sommes affligés plus que toute autre race, parce que nous n'avons pas la formation et la préparation nécessaires pour occuper la place qui nous revient parmi les peuples et les nations du monde. Chez les autres races, le rôle du traître se limite en général à l'individu médiocre et irresponsable. Les traîtres de la race noire, malheureusement, sont la plupart du temps, des gens haut placés par l'instruction et la position sociale, ceux-là même qui s'arrogent le titre de leaders. De nos jours, en effet, tout individu, ou presque, qui tente sa chance comme leader de la race, commence par s'établir, tel un animal domestique, dans les faveurs d'un philanthrope d'une autre race : il va le voir, dénigre sa race dans les termes les plus vils, humilie sa fierté d'homme, et gagne ainsi la sympathie du «grand bienfaiteur», qui lui dicte ce qu'il doit faire dans son rôle de leader de la race noire. En général, c'est : «Va dire à tes gens d'être humbles et soumis ; dis leur d'être de bons serviteurs, obéissants et loyaux envers leur maître. Si tu leur enseignes ce genre de doctrine, tu peux toujours compter sur moi pour te donner 1000 dollars, ou 5000 dollars par an de revenus, pour ton journal et l'institution que tu représentes. Je te recommanderai à mes amis comme un brave homme sans problèmes».

Nanti de ces avis, et d'une promesse de patronage, le leader noir ordinaire s'en va guider les masses infortunées. Il nous dit tout le bien possible de Mr Untel, nous racontes combien nous avons de bons amis dans l'autre race, et assure que tout ira bien à condition qu'on s'en remette complètement à lui. Voici le genre de direction que nous subissons depuis un demi-siècle. Je ne vois là rien d'autre que perfidie et trahison de la pire espèce.

Si l'homme qui met en difficulté son pays est un traître, celui qui brade les droits de sa race n'est pas autre chose. Tant que nous ne serons pas établis en tant que nation de 400 millions d'hommes (en 1910), et que nous n'aurons pas fait comprendre à ceux qui se sont placés à notre tête que nous sommes mécontents et dégoûtés ; tant que nous n'aurons pas choisi nous-mêmes un leader envers qui nous remplirons nos engagements, nous serons incapables de sortir du borbier de la dégradation et de nous élever vers la liberté, la prospérité et l'estime humaine ». Marcus Garvey (père du concept du panafricanisme, Garvey était un intrépide combattant contre

---

## 1-2 "L'intervention étrangère se transforme en aventure impériale d'un autre temps".

Il est probable que Kadhafi finira par tomber parce qu'il est trop faible pour résister aux forces déployées contre lui. L'échec à mettre fin à son régime serait trop humiliant et politiquement désastreux pour l'Otan après 2.700 frappes aériennes. Mais, à l'instar de la prise de Bagdad en 2003, la chute de ce régime pourrait ouvrir la voie à une nouvelle série de longues crises libyennes dans les années à venir.

Tout s'est développé plutôt différemment de ce que les Français et les Britanniques semblent avoir imaginé lorsqu'ils ont commencé à intervenir en mars pour sauver les citoyens de Benghazi des chars de Kadhafi. Si c'était leur seul objectif, alors les frappes aériennes ont été couronnées de succès. Le bord de la route, de Benghazi à Ajdabiya, est toujours jonché de carcasses de véhicules blindés calcinés. Mais, plusieurs mois après que William Hague eut suggéré que Kadhafi fût déjà en route pour le Venezuela, ce dernier est toujours à Tripoli.

Trois mois après le début du soulèvement libyen, les troupes de Kadhafi n'ont pas réussi à prendre Misurata, et les rebelles ne semblent pas non plus capables d'avancer vers Tripoli. Ils ont brisé le siège de Misurata, notamment parce que leurs miliciens ont mis la main sur les radios et peuvent désormais faire appel aux frappes des forces de l'Otan. Ce soutien aérien de proximité est efficace et ressemble au soutien tactique aérien apporté en 2001 par les Etats-Unis aux soldats de l'Alliance du nord en Afghanistan et, deux ans plus tard, aux combattants kurdes des peshmergas dans le nord de l'Irak.

Tant le gouvernement libyen que les forces d'opposition sont faibles. Les forces qui se sont affrontées sur les routes du désert entre Brega et Ajdabiya, au sud de Benghazi, ne dépassent souvent pas quelques centaines de combattants à moitié entraînés. Les troupes de Kadhafi, avec lesquelles celui-ci essaye de contrôler son vaste pays, ne dépassent pas les 10.000 à 15.000 soldats. Ce n'est pas toujours évident pour ceux qui ne sont pas des témoins oculaires, parce que la presse étrangère qui est sur place hésite à mentionner qu'il y a parfois plus de journalistes que de combattants sur le front.

Un résultat décourageant du soulèvement libyen est que l'avenir de la Libye a de moins en moins de chance d'être déterminé par les Libyens eux-mêmes. L'intervention étrangère se transforme en aventure impériale d'un autre temps. Presque la même chose s'est produite en 2003 en Irak et, ces dernières années, en Afghanistan. En Irak, l'invasion américaine pour renverser Saddam Hussein, un dirigeant détesté par la plupart des Irakiens, s'est rapidement transformée en ce que beaucoup d'Irakiens ont considéré être une occupation étrangère.

Comme en Irak et en Afghanistan, la faiblesse de la France et de la Grande-Bretagne est qu'elles n'ont pas un partenaire local puissant et représentatif, comme elles le prétendent. A Benghazi, la capitale des rebelles, on ne voit pas beaucoup les dirigeants du conseil national de transition, ce qui n'est guère surprenant, puisqu'ils passent le plus clair de leur temps à Paris et à Londres. A Washington, la Maison Blanche a été un peu plus prudente la semaine dernière, lorsque Mahmoud Jibril, le Premier ministre libyen par intérim, et d'autres membres du conseil [national de transition] sont venus pour renforcer leur crédibilité et tenter d'obtenir quelque soutien financier. Plus discrètement, les dirigeants rebelles libyens étaient là pour dissiper les soupçons des Américains que l'opposition libyenne ne serait pas tout à fait aussi amène qu'elle le prétend et qu'elle inclurait des sympathisants d'al-Qaïda qui n'attendent qu'une occasion pour prendre le pouvoir.

L'opposition libyenne est peut-être faible, mais elle n'est pas tout à fait aussi naïve ou inexpérimentée qu'elle peut parfois paraître. Ses dirigeants sont prompts à minimiser la l'islam militant traditionnel dans l'Est de la Libye. Dans la ville d'Al Bayda, sur la longue route qui relie l'Egypte à Benghazi, j'ai vu un grand panneau en français s'adressant à tous les étrangers qui passent par-là, réfutant tout lien avec al-Qaïda. C'est en grande partie la vérité, mais pas entièrement. Un observateur libyen à Benghazi a expliqué : « Les seules personnes dans cette partie du pays qui ont une expérience militaire récente sont ceux qui combattaient les Américains en Afghanistan et nous les avons donc bien sûr envoyés au front ».

Les guerres élargissent et creusent souvent les fissures qui existent dans une société. Le conseil national de transition des rebelles se plaît à minimiser les suggestions qu'il serait avant tout un mouvement de la Cyrénaïque, la grande partie de la Libye orientale où Kadhafi a toujours été impopulaire. De son côté, Kadhafi s'est agrippé à la majeure partie de la Libye occidentale. Aujourd'hui, ces deux moitiés de la Libye, séparée par des centaines de kilomètres de désert, se sentent de plus en plus comme des pays distincts.

Les Libyens sur le terrain ont encore moins d'inhibitions pour discuter de ces différences. A l'extérieur de quelques huttes de plage à Benghazi, abritant habituellement des réfugiés, j'ai parlé à des ouvriers pétroliers du port de Brega, une ville d'environ 4.000 habitants, qui ont fui lorsque les forces de Kadhafi l'ont prise. Un exploitant de ce champ gazier a dit : « Les gens de Kadhafi ont tenu un livre avec tous nos noms, parce qu'ils voulaient voir ceux qui venaient de la Libye orientale,

lesquels, à leurs yeux, seraient naturellement des rebelles ».

Evidemment, les opposants à Kadhafi ne viennent pas tous de l'Est. Il est raisonnable de supposer que la plupart des Libyens de toutes les parties du pays veulent qu'il parte. Il s'accroche au pouvoir parce qu'il règne à travers sa famille, son clan, sa tribu et des tribus alliées, en combinaison avec son contrôle déclinant sur le gouvernement libyen et la machine militaire délabrés. Dans la partie de la Libye qu'il contrôle, tout dépend encore personnellement de Kadhafi. Une fois qu'il sera parti, il y aura un vide politique que l'opposition aura beaucoup de mal à combler.

La guerre pourrait-elle se terminer plus tôt par la négociation ? Là encore, le problème est la faiblesse de l'opposition organisée. Si celle-ci est soutenue par une implication militaire accrue de l'Otan, alors elle pourra prendre le pouvoir. Sans cette implication militaire, ce sera impossible. Par conséquent, l'opposition a toutes les raisons d'exiger le départ de Kadhafi comme condition préalable à un cessez-le-feu et à des négociations. Mais, étant donné que seul Kadhafi peut prononcer le cessez-le-feu et entamer des pourparlers sérieux, cela signifie que la guerre ira jusqu'au bout. Le départ de Kadhafi devrait être l'objectif des négociations, pas leur point de départ.

Un aspect surprenant de ce conflit, jusqu'à présent, est qu'il n'y a pas eu de gros efforts pour impliquer l'Algérie et l'Egypte, les deux plus grosses puissances en Afrique du Nord. Leur implication rendrait le départ de Kadhafi plus facile à négocier et toute cette aventure libyenne ressemblerait moins à une renaissance de l'impérialisme ouest-européen. L'objectif de l'intervention de l'Otan était de limiter les victimes civiles, mais ses dirigeants ont foncé aveuglément dans une stratégie qui rend inévitables un conflit prolongé et de lourdes pertes civiles.

Levif.be avec Belga

25 mai

Traduction JFG-QuestionsCritiques

[http://questionscritiques.free.fr/edito/Independent/Patrick\\_Cockburn/Libye\\_Otan\\_rebelles\\_Kadhafi\\_conseil\\_national\\_de\\_transition\\_230511.htm](http://questionscritiques.free.fr/edito/Independent/Patrick_Cockburn/Libye_Otan_rebelles_Kadhafi_conseil_national_de_transition_230511.htm)

---

## 1-3 Djerrad AMAR : La CPI, dernière arme de la coalition et attrape-nigaud des Africains.

Ce qui se déroule en Libye est bien une guerre d'essence colonialiste – conduite par une coalition de brigands composée de Sarkozy, de Cameron et de Berlusconi aidés par les États-Unis et deux monarches arabes feudataires de l'Amérique, le Qatar et les Émirats - pour réinstaurer un pouvoir affidé à l'occident, comme du temps du roi Idris, qui veut s'accaparer le pétrole et le gaz. Plus de 60 jours d'agression et de bombardements qui détruisent les infrastructures de bases, tuent les populations civiles de toutes les couches sociales. On a comptabilisé au 21 mai 2892 frappes de missiles sur plus de 7800 vols de reconnaissance des avions de combat.

Il a été déployé une monstrueuse machine de propagande et d'actions psychologiques que mènent des chaînes occidentales et les chaînes des pétromonarchies du Golf au service d'une oligarchie ploutocratique qui débitent mensonges, désinformation et diversion en continu. Cela fait aussi plus de 60 jours que l'on annonce - la chute 'imminente' dans 'quelques jours' du régime de Kadhafi, sa fuite au Venezuela ou au Soudan - son retranchement dans son dernier carré dans Tripoli avec ses « brigades » - qu'il n'a plus d'armée - que ses « mercenaires » africains répriment les libyens, violent les femmes - que son aviation bombarde la population - que les villes libyennes ne cessent de connaître des manifestations anti-Kadhafi, réprimées etc. que l'on exige de lui qu'il « quitte le pouvoir et la Libye » Mais tout cela reste dans l'annonce amplifiée et dramatisée par ces médias de services qui manipulent l'image, inventent des faits, créent des événements et ce, selon une stratégie et des tactiques étudiées. Ce matraquage médiatique, sans pareil, a même dérouter les plus éveillés ; trompés certainement par la réputation d'Aljazeera et Alarabia, chaînes arabes, qu'un esprit logique ne doutera jamais qu'elles peuvent faire partie d'un complot atlanto-sioniste ! Beaucoup ont épousé, dans ce sillage, la cabale médiatique contre cette Libye. Pourtant, depuis le début du conflit, ces médias n'ont jamais montré de foules de civils sans armes demandant le départ de Kadhafi ! Les seules images qui sont apparues montrent des bandes de rebelles désorganisés, sales, barbus, dédaigneux, gesticulants, flanqués d'armes légères et lourdes revendiquant la chute du pouvoir par la force !

Comme le temps permet la réflexion et la bonne mesure, le monde s'est aperçu de la réalité incontestable, du côté où se situent le bien et le mal, la vérité et le mensonge. Résultat, les « bombardements de civils » qui ont justifié l'agression n'ont jamais eu lieu comme l'affirment les journalistes et observateurs ; la presse russe a rapporté des témoignages d'expatriés russes en Libye affirmant que l'aviation de Kadhafi n'a jamais bombardé de zones résidentielles : cela avait été fait par les bombardements français et britanniques, affirment-ils. On constate un peuple endurent et combatif qui manifeste, quotidiennement dans plusieurs villes, son soutien à Kadhafi. Celui-ci, toujours flegmatique résiste en apparaissant épisodiquement pour recevoir des personnalités étrangères et locales ou visiter des écoles. Il se permet aussi des tours - en cortège et en voiture découverte - dans les rues et ruelles de la capitale sous les applaudissements de milliers de citoyens. L'armée lui est restée fidèle et intacte. Les expressions « brigades et mercenaires de Kadhafi » apparaissent mensonges pour faire croire que le guide est « lâché » mais surtout pour cacher l'usage par les coalisés de mercenaires, dont des éléments de 'black water', qui encadrent une « armée » composée de bandits, de voyous, de prisonniers libérés, d'ex détenus islamistes graciés, de plusieurs groupuscules d'Al-Qaïda surtout de l'Aqmi qui profite de la situation pour s'armer, de jeunes désœuvrés abrutis ou forcés ; que l'on arme en violation des textes de l'ONU. On découvre que les forces introduites sur les terres libyennes sont un ramassis de traîtres libyens sans dignité, composés d'opposants qui emmargent à la CIA et le MI6, d'ex-ministres dissidence récente, de quelques militaires renégats et d'ex haut fonctionnaires opportunistes et félons. La Libye

reproche, par exemple, à Abdeljalil l'ex ministre de la justice, devenu président du CNT, des actes de corruption en particulier dans la non-exécution de milliers de décisions de justice. On s'aperçoit que les résolutions 1970 et 1973 ont été adoptées dans la précipitation et illégalement, sur des rapports de médias, sans vérification comme l'exigent les textes de l'ONU. Cette « 1973 » qui avait pour but d'instaurer un « no fly zone » pour « protéger les civils » a été déviée dans l'objectif de venir en aide aux 'insurgés', en bombardant quotidiennement les infrastructures civiles et militaires, les populations civiles, les dépôts de nourritures, en plus des bombardements par mer. On relève aussi le vol d'importantes quantités de pétrole. On introduit bassement auprès de la putréfiée Ligue dites « arabe » du méprisant Amr Moussa, via les monarchies vassales, une demande, acceptée, pour empêcher la diffusion des chaînes de la Jamahiria sur 'Arabsat' (3 chaînes sur les 7 déjà ont des difficultés de diffusion) ; ce qui confirme l'impact et le succès de ces chaînes à démonter, jour après jour, le complot, les mensonges mais également à susciter un certain désarroi et un sentiment d'échec chez les agresseurs. D'où cette obsession malade, cet acharnement, par vengeance, à 'sanctionner' une population qui résiste, qui refuse l'abdication en opposant les chants et la danse sur les places et endroits susceptibles d'être visés afin d'empêcher leurs bombardements. On découvre aussi que les vraies forces militaires libyennes n'ont pas encore été engagées ; elles seraient réservées à l'ennemi extérieur en cas d'offensive terrestre. Des analystes soutiennent que les combats actuels sont assurés par des volontaires libyens, appelés « le peuple armé », encadrés par quelques compagnies de soldats. Enfin, la dernière révélation, par les services secrets ukrainiens, est l'accord secret conclu entre le CNT et Israël pour l'installation d'une base militaire israélienne aux Monts verts, en Libye. Le document a été publié aussi par le journal israélien Yediot Aharonot.

Faut-il continuer sur cette tactique démentielle qui engendre plus de haines et de détermination en plus des condamnations ou engager une hypothétique et dangereuse offensive terrestre ? Ou bien se retirer avec toutes les conséquences ? Même la 'carte' visant la manipulation des « tribus » a lamentablement échoué devant la « conférence nationale des tribus libyennes », qui en a regroupé plus de 2000 – l'authentique peuple Libyen - au terme de laquelle on retient un soutien franc et solennel au principe de l'unité de la Libye, la condamnation ferme de l'agression et le soutien sans équivoque à Kadhafi. On annonce aussi que les benghazis manifestent, depuis vendredi 20, dans plusieurs cités dont ceux de Louhaichi, Zeitoun et Sabri les plus irréductibles contre l'Otan, le CNT et la dégradation des conditions économiques et sociales. A ce propos, Tripoli affirme, avec preuves, avoir versé les salaires et autres pour une période de 6 mois (jusqu'en juin) au trésor de Benghazi. Où est donc passé cet argent qui devait permettre aux benghazis de ne pas dépendre, de façon vexante, de l'aide extérieure. Le drapeau vert a été élevé dans plusieurs immeubles. On signale des victimes parmi les manifestants suite à la répression. Ces manifestations ont été précédées par plusieurs autres, initiées la veille par les tribus, dans plus de 70 villes et villages en soutien et encouragement aux benghazis. Que pouvait-il bien rester comme carte devant un fiasco annoncé. C'est l'enlèvement car tout était construit sur du mensonge et du faux !

La dernière carte, après celle du « groupe de contact » qui visait surtout, par piraterie, la confiscation d'une partie des avoirs libyens, est bien celle de la CPI d'Ocampo - ce serviteur docile des puissances impérialistes - afin, croient-ils, d'inciter à plus de défections au sein de l'appareil dirigeant qui faciliterait la prise du pouvoir par cette marionnette qu'est le CNT d'une part et de bloquer toute solution à la crise d'autre part. C'est la France et la GB avec l'aide du CNT, c'est-à-dire les agresseurs, qui ont monté le dossier pour la CPI. La Libye pourtant - comme les EU, la Russie et la Chine - n'est pas membre de cette Cour. Le bouton 'Ocampo' est enfoncé juste au moment où l'Otan n'arrive pas à tuer Kadhafi qui est leur objectif et au moment où elle a usé de tous les moyens surtout celui de tuer des civils, de détruire les infrastructures de bases dans l'espoir de retourner la population contre leur leader.

Pourquoi a-t-on refusé une mission d'enquête que la Libye n'a cessé de la réclamer avant les frappes ? Car il n'y avait rien des accusations qui avaient « justifié » l'agression sous le fallacieux et grotesque prétexte que l'Otan cherche à « protéger les civils ». Maintenant, c'est le moment d'user de ce moyen, de cette arme de type CPI, afin de lui imputer tous les crimes dont l'Otan et les 'insurgés' sont coupables considérant que ces derniers sont des 'civils' comme le rabâche la propagande. Toutes les preuves rassemblées par ce serviteur sont des vidéos, traduites en anglais, fournies par leurs chaînes dont Aljazeera. Des 2892 frappes de missiles qui ont atteint ou détruit des habitations civiles, des hôpitaux, des écoles et collèges, des bâtiments administratifs dont les locaux de police et des renseignements généraux chargés de la corruption, de la cité de l'enfance, des infrastructures de bases, des réseaux de communication tuant des milliers de personnes civiles parmi eux des femmes des vieillards, des hommes de religions au nombre de 16 dans leur lieu de culte, des enfants, des bébés (les 3 petits-fils de Kadhafi avaient 3 ans, 2 ans et 4 mois) motus ! Des centaines de viols suivis d'assassinats de jeunes filles que l'on a arrachées à leur famille, évidemment silence. Cela n'entre pas dans la 'mission' d'Ocampo. Par contre, le pseudo viol par « 15 hommes de Kadhafi », de Imane Obeidi, cette prostituée que l'on a payée pour provoquer un "scandale" dans l'hôtel Rixos à Tripoli le 26 mars, cela oui ! C'est crédible. Pourtant, chacun sait qui est cette sinistre femme selon des vidéos publiées sur You Tube. Une anecdote : on cite comme 'preuve' des viols, le coup monté découvert par la suite, le fait qu'ils auraient trouvé des « pilules de Viagra dans des tanks et des voitures prises aux forces de Kadhafi ». On ne nous parlera pas des dizaines d'aveux des 'insurgés' capturés démentant, par leurs récits des faits et « exploits », toute la propagande mensongère et subversive de la coalition. Un certain (...) arrêté par l'armée à Misrata a raconté en détails les monstruosités commises dans cette ville. Après s'être présenté, il a expliqué comment, avec son groupe composé de libyens et d'étrangers, ils assassinaient les éléments de l'armée libyenne, les pro-Kadhafi ou ceux que l'on soupçonne « mercenaires » par l'égorgeage à l'épée, pendus ou brûlés, comment ils enlevaient les filles à leur famille pour les violer, comment ils les tuaient après leur avoir arraché les seins au couteau puis fêter leurs 'exploits' à l'alcool et au jus de fruits. À la question de savoir s'il « se sent un être humain », la réponse est 'non' de la tête. Des scènes terribles filmées surtout à Mesrata, à l'aide de portables, par des témoins durant l'occupation de cette ville par ces groupes criminels qu'aide l'Otan.

Nous avons tous constaté que depuis que l'occident a obtenu la division du Soudan, le procureur Ocampo - ce « produit » d'une union illégitime entre des décideurs/brigands, occidentaux de corps, sionistes de conviction et une Cour (CPI) attrape-nigaud instrument d'une stratégie hégémonique - convertie en 'mercenaire' chargé de l'exécution des « lettres de cachets » de maîtres puissants après avoir été leur serviteur ailleurs, ne parle plus pour l'instant de l'inculpation de Bachir.



Un Ocampo qui se saisit cette fois du « dossier Libyen » - tout en lorgnant sur la Syrie - imputant à Kadhafi les méfaits de la coalition et des renégats de Benghazi, sur des témoignages sélectionnés qu'il présente « crédibles ». Un Ocampo qui a travaillé aussi pour la Banque mondiale après avoir été président d'une ONG 'Transparency International' que finance le milliardaire George Soros ce célèbre sioniste spéculateur devenu philanthrope, par stratégie, que l'on surnomme « l'homme qui fit sauter la Banque d'Angleterre ». Devenu ensuite 1er procureur de la CPI on relève ce hasard que quelques mois plus tard, en avril 2005, Annan livre les noms de 51 suspects, soupçonnés d'avoir « massacré des milliers » de personnes au Darfour. Un Ocampo pour la Libye avec les mêmes mensonges et les mêmes objectifs, flanqué de son arme la CPI, présentant des accusations de persécution des manifestants et des opposants qui « semble avoir été systématique et s'être produite dans différentes villes » et « des crimes de guerre ont apparemment été commis par décision politique » en citant le fait que les forces de sécurité aient « tiré sur les manifestants désarmés », « l'utilisation du viol et les arrestations systématiques, la torture, la déportation, les meurtres, les disparitions forcées et la destruction des mosquées », « l'utilisation de bombe à fragmentation ».

Une CPI contestée dans sa forme, ses actions et ses objectifs politiques - dont on sait qu'elle abrite les ombres de ce même Soros et de lord Malloch Brown l'ancien Ministre britannique qui a été vice-président de la Banque mondiale, puis « chef de cabinet » de Kofi Annan après avoir travaillé chez Soro aussi. Une CPI, qui reçoit des dons de sociétés et d'organisations privées, créée la veille de la guerre contre l'Irak, dévouée aux causes injustes à visées hégémoniques que mène Washington. Comment expliquez que toutes les six enquêtes ouvertes concernant l'Afrique ? On comprend bien que le « génocide du Darfour » était un mensonge, un leurre dont les prolongements sont maintenant la Libye. Voici ce que l'on dit d'Ocampo et de la CPI :

L'analyste Chris Marsden a montré et dénoncé « L'hypocrisie de l'enquête en question crève les yeux. Elle arrive au milieu de plus de 5 000 opérations militaires, dont 2 204 accompagnées de frappes, des forces de l'OTAN sur Tripoli et d'autres endroits peuplés de civils. Ces opérations incluaient l'assassinat ciblé de Kadhafi... Tout en étant les instigateurs de procès légaux pour crimes de guerres contre le régime qu'ils veulent éliminer, Washington, Londres et Paris commettent eux-mêmes de monstrueux crimes de guerre. »

Andrew Cayley, l'ancien avocat de la CPI, écrivait après sa démission « qu'il est difficile de dénoncer un génocide dirigé par le gouvernement et d'expliquer du même souffle pourquoi deux millions de Darfouris ont cherché refuge autour des principales garnisons de l'armée dans leur province ».

Selon Alex de Waal (écrivain britannique devenu expert critique du CPI) de nombreux avocats avaient quitté la Cour en raison du manque d'objectivité et de sérieux dans l'examen des preuves et la qualification des faits, imposés par Ocampo. L'ancien vice-ministre Égyptien des AE, expert en droit et relations internationales, Abdallah Al Achaala avait estimé que le mandat lancé par la CPI contre Al Bachir « ne reposait sur aucune base juridique et qu'il constituait un précédent dangereux parce qu'il réduit à zéro le principe de l'immunité, fondement essentiel des relations internationales ». Et de se demander « ...comment elle pourrait défendre le caractère éminemment politique de son mandat contre Al Bachir alors qu'elle ignore les crimes d'Israël en Palestine et ceux des américains en Irak ». Al Achaal ajoutait « ce faisant la CPI a signé son acte de mort par suite de la stupidité de son procureur et de l'incompétence de sa juridiction. Il est du devoir de la communauté internationale de réagir afin de sauver le rêve d'une justice pénale internationale, bafoué par le sionisme » Vladimir Anokhin, vice-président de l'Académie des Sciences Géopolitiques, avait déclaré à la Pravda que le tribunal de La Haye « montre un manque de respect absolu envers l'Organisation des Nations Unies. »

Pour le président de la Commission de l'Union Africaine Jean Ping, cité par l'AFP dans le cas d'Al Bachir. « ... le problème est la façon dont le procureur général de la CPI Luis Moreno Ocampo rend la justice »

Enfin, réitérons que sous-couvert d'un droit international ratifié par les États pour se protéger des éventuelles agressions et injustices, surtout les pays pauvres dont les richesses sont convoitées, ces institutions ont été corrompues en instruments de chantage aux « Droits de l'homme », à la « liberté d'expression » susceptible de « sanctions internationales » ou l'inculpation d'un chef d'État même en exercice. On est donc dans le même esprit impérialiste et colonialiste prédateur, mais drapé de prétextes "humanitaires" et couvert par la "légalité". Le « droit ou devoir d'ingérence humanitaire » est l'expression même de cet esprit qui n'est pas près de s'extirper des mauvaises consciences.

Les pays africains, indépendants et libres de leurs décisions, doivent au plus vite quitter ces organisations-piège qui donnent aux puissants une légitimité pour les dominer ou les agresser. Ces organisations ne les toucheront jamais, car elles sont leurs instruments, leurs armes pour leurs intérêts et rien d'autre.

Djerrad AMAR

27 mai 2011

<http://www.legrandsoir.info:80/Libye-la-CPI-derniere-arme-de-la-coalition-et-attrape-nigaud-des-Africains.html>

---

## 1-4 Dick Emanuelsson, Jorge Capelán et Toni Solo : Libye : adieu "Rebelión", au revoir "gauche" occidentale ...

Le cas de la Libye a démontré catégoriquement que la gauche occidentale n'abandonnera jamais son narcissisme.

La censure d'opinions par un média qui se déclare anti-impérialiste et progressiste génère la méfiance et les doutes. Dans le cours normal de choses on accepte comme normal que l'un ou l'autre article soit rejeté pour tel ou tel motif. Mais parfois face à des événements d'une telle transcendance, ce qui à d'autres moments paraît banal devient inacceptable.

Le montage médiatique occidental contre la Libye et la collaboration avec cette campagne de la part de tant de courants qui se disent de gauche ou anti-impérialistes marquent le point de non-retour pour de nombreuses

personnes. Ce fut un moment où il était encore possible de retarder et de rendre plus difficile l'agression barbare tramée contre la Libye par le gouvernement des États-Unis et ses pions-complices de l'OTAN. A ce moment la grande majorité de l'opinion de gauche dans les pays du bloc occidental appuyait le schéma agressif impérialiste contre la Libye.

Ce ne fut pas une surprise pour nous qui vivons au Nicaragua et qui avons expérimenté les campagnes cyniques et malhonnêtes de personnes de la gauche occidentale contre le Front Sandiniste de Libération Nationale. Il a fallu près de dix ans pour renverser un peu l'impact de ces campagnes. Dans le cas de la Libye, le retournement de l'opinion de la gauche occidentale a été plus rapide mais guère plus convaincant.

### **La Libye et Rebelión**

Quand a éclaté la crise en Libye, beaucoup de gens ont écrit des articles qu'ils ont envoyé à des sites comme *Rebelión* pour défendre le gouvernement libyen, mettre en cause la propagande des médias privés, et proposer une perspective plus rationnelle et juste sur le conflit interne en Libye. *Rebelión* nous a censurés systématiquement. Comme n'importe quel média, *Rebelión* a tout droit de publier et de rejeter ce qui lui plaît. Mais qu'on ne vienne pas ensuite nous parler d'"ouverture" et de "forum de large débat".

Dans le cas de l'agression contre la Libye, *Rebelión* a effectivement collaboré avec le message de propagande des médias impérialistes. Ce n'est qu'après, lorsque les proportions et l'objectif de l'agression sont devenus clairs que *Rebelión* a modifié sa ligne. La fréquence des positions contre le gouvernement libyen d'intellectuels connus confirme l'existence d'une classe gestionnaire-intellectuelle de la gauche occidentale qui se comporte précisément en accord avec ses intérêts de classe. Ces intérêts ne coïncident pas avec les intérêts des peuples qui cherchent à s'émanciper des peuples et du sadisme des pouvoirs occidentaux.

### **Le Forum de Sao Paulo à Managua**

La même chose s'est produite en ce qui concerne le Nicaragua. Le gouvernement révolutionnaire du Front Sandiniste de Libération Nationale dirigé par le président Daniel Ortega a exécuté la majeure partie de son programme de gouvernement avec un succès extraordinaire. Ses réussites sociales ont forcé la majorité de la gauche occidentale et leurs camarades en Amérique Latine et les Caraïbes à abandonner ou à modifier leur analyse politique superficielle du Nicaragua. Ce fait a été constaté lors de la récente 17ème rencontre du Forum de Sao Paulo à Managua.

Cette rencontre du Forum de Sao Paulo à Managua a réuni 673 représentants de 77 partis d'Amérique Latine, d'Afrique, d'Asie et d'Europe. Ces partis représentent une vaste gamme d'idéologies révolutionnaires et progressistes. Sans doute incluent-ils une partie non négligeable de personnes et d'organisations qui ne ressentent pas un grand enthousiasme pour le FSLN et pour le commandant Daniel Ortega. Cependant le forum fut un succès. Sa Déclaration Finale, mesurée et conséquente, représente un rejet catégorique de nombreuses positions de la gauche occidentale à l'égard, par exemple, des événements en Libye et au Nicaragua.

### **Point de vue**

Un point fondamental de cette déclaration est que les *"processus révolutionnaires et de changement social progressiste qui se développent en Amérique Latine démontrent par leurs politiques et par l'impulsion de projets alternatifs que les intérêts populaires ne peuvent être défendus avec efficacité que sur la base d'une force politique qui livre bataille à la droite, à l'oligarchie et à l'impérialisme."*

Il est logique qu'une telle affirmation surgisse d'un forum de partis politiques. Cependant elle est d'autant plus pertinente lorsqu'on considère des expériences continentales qui vont du zapatisme au Mexique jusqu'à la guerre civile en Colombie ou la lutte du peuple Mapuche au Chili. La victoire de Bildu en Euskal Herrera souligne sa validité.

La gauche occidentale s'est accommodée de sa relative impuissance et de sa marginalité. Dans sa grande majorité elle n'est plus intéressée par la réalité pratique et concrète des processus de changement en Amérique Latine, en Asie et en Afrique. Elle se mobilise autour de certains thèmes comme les droits de l'homme, la dette, l'environnement ou de causes comme la Palestine et elle peut mener des actions importantes sur ces thèmes et ces causes. Mais le cas de la Libye a démontré catégoriquement que la gauche occidentale n'abandonnera jamais son narcissisme.

La Déclaration Finale du Forum de Sao Paulo dit : *"Les politiques et les réussites des forces de gauche au gouvernement en faveur des secteurs populaires de notre continent se manifestent dans des projets de construction sociale qui correspondent, chacun d'eux, aux réalités des pays concernés."* Tant que la gauche occidentale n'acceptera pas que la réalité des peuples a une préséance sur ses désirs occidentaux, elle indifférera les peuples du monde qui résistent aux attaques des gouvernements et des élites du Bloc Occidental.

### **La critique sincère et la solidarité**

Pour les personnes engagées dans l'appui concret et pratique de la Révolution Sandiniste au Nicaragua et du projet de l'ALBA dans la région, les apports de la classe gestionnaire-intellectuelle de la gauche occidentale ont peu d'intérêt. Les peuples vont avancer sur leur route avec ou sans l'appui de cette classe. L'appui populaire à la gestion extraordinaire du Front Sandiniste de Libération Nationale au Nicaragua est une preuve de poids de cette vérité.

Appuyer les projets émancipateurs des peuples n'implique pas d'abandonner la critique ou la défense des principes fondamentaux. La validité de ces critiques et les réponses à ces critiques dépendent du sérieux, de la conséquence et de la sincérité de ceux qui les font et de la manière dont ils la font. Le cas de la remise de Joaquín Pérez Berra aux autorités colombiennes a été très instructif en ce sens.

Cette affaire a servi de prétexte à de nombreuses manoeuvres. Certaines personnes en ont profité pour attaquer le processus révolutionnaire au Venezuela en tant que tel. Il y a eu des déclarations de certains groupes qui

renoncent à appuyer ce processus. D'autres ont profité du cas de Joaquín Pérez Becerra pour lancer de vieilles et de nouvelles calomnies. Mais la majorité des critiques sensées de l'action des autorités vénézuéliennes, tout en condamnant ce qu'elles estiment être une grave erreur, soulignent leur appui au processus révolutionnaire au Venezuela.

Si on passe en revue les positions incohérentes, opportunistes et insincères qui ont surgi autour de l'affaire Becerra, on retrouve dans de nombreux cas les mêmes personnes et les mêmes organisations qui ont attaqué le Front Sandiniste de Libération Nationale au Nicaragua. Le moment-clé dans le cas du Nicaragua pour déterminer le degré de sincérité dans la critique fut la période avant et après les élections municipales de 2008. Toutes les personnes qui se sont jointes à la campagne cynique et malhonnête des dits "rénovateurs" sur l'inexistante fraude électorale ont démontré à ce moment leurs loyautés fondamentales – qui sont tout sauf des loyautés révolutionnaires.

On peut dire la même chose de la période entre le 15 février et le 19 mars de cette année au sujet de la Libye. Ce sont des moments où les personnes expriment leurs réactions instinctivement. Dans les deux cas, la Libye aujourd'hui et le Nicaragua en 2008, les réactions d'une grande partie de la gauche occidentale ont révélé leur loyauté à une idéologie de type néo-colonial. Dans cette réalité il reste de nombreuses tâches à accomplir pour combattre ce que le Forum de Sao Paulo appelle la contre-attaque de l'impérialisme. Il ne faut pas perdre de temps avec une gauche occidentale qui a démontré sa capacité de collaborer aux moments-clés avec ce système impérial.

Dick Emanuelsson, Jorge Capelán et Toni Solo

30 mai 2011

source : <http://www.radiolaprimerisima.com/b...>

Traduction : Thierry Deronne <http://www.larevolucionvive.org.ve/...>

URL de cet article 13844

<http://www.legrandsoir.info/Libye-adiou-Rebelion-au-revoir-gauche-occidentale.html>

---

## 1-5 Jean-Claude Paye : L'oxymore de la guerre humanitaire.

La guerre est la paix et la paix est la guerre. L'intervention militaire libyenne s'identifie à la paix puisqu'elle est déclenchée au nom de la sauvegarde des populations.

Le discours de nos gouvernants est un élément essentiel pour comprendre l'intervention militaire en Libye. S'il ne permet pas de saisir ce qui se passe sur le terrain, ni les enjeux matériels du conflit, il permet de voir que la "guerre humanitaire" est aussi une guerre contre le langage. Elle nous place dans l'image et supprime ainsi toute possibilité d'opposition.

Par exemple, la tribune du 15 avril, de Barack Obama, Nicolas Sarkozy et David Cameron, publiée conjointement par "The Times", "The International Herald Tribune", "Al-Hayat" et "Le Figaro", nous communique qu'"il ne s'agit pas d'évincer Kadhafi par la force. Mais il est impossible d'imaginer que la Libye ait un avenir avec Kadhafi." Cette déclaration met ensemble deux propositions contradictoires. Il ne s'agirait pas d'une action militaire contre Kadhafi, mais il est impensable que, à la suite de cette intervention, celui-ci reste au pouvoir.

Cette proposition s'inscrit parfaitement dans l'oxymore construit par la guerre humanitaire : deux termes qui s'excluent et qui ici sont fusionnés. Cette procédure a pour effet de renverser le sens de chaque notion. La guerre est la paix et la paix est la guerre. L'intervention militaire s'identifie à la paix puisqu'elle est déclenchée au nom de la sauvegarde des populations. Quant à l'intentionnalité humanitaire, elle exclut toute négociation et se réalise uniquement par des moyens militaires.

Le but humanitaire énoncé n'est pas mis en rapport avec les moyens militaires engagés et leurs conséquences sur les populations. Le déchiffrement du réel ne pourrait être qu'une entrave à la réalisation des objectifs de cette guerre : la protection de populations sans défense

Ainsi, les faits ne sont pas refoulés, mais leur observation est suspendue afin de laisser la place au regard, au sens donné. Il s'agit de libérer celui-ci de l'observation des objets, afin de faire voir l'intériorité de la guerre humanitaire, son intentionnalité : l'amour de la victime.

La tribune nous confirme que c'est bien l'appel des victimes qui serait à la base de l'intervention militaire. Mais, en déclarant "qu'il est impensable que quelqu'un qui ait voulu massacrer son propre peuple joue un rôle dans un futur gouvernement libyen", elle ajoute un élément supplémentaire, celui de la capacité de nos gouvernants d'anticiper le cri des populations. Cette anticipation nous confirme qu'elle ne porte pas sur les victimes concrètes, mais sur leur image.

Ce ne sont pas la matérialité des faits, la répression subie ou les massacres réalisés qui permettent de désigner la victime, mais uniquement le regard pur, libéré de tout objet de perception, que le pouvoir porte sur les événements. Les habitants de l'émirat de Barhein, bien que réprimés violemment par leurs gouvernants avec l'appui de troupes d'une puissance étrangère, l'Arabie saoudite, ne sont pas désignés comme des victimes. Au contraire, les populations libyennes ne peuvent qu'être massacrées par Kadhafi, bien qu'aucune preuve n'ait été avancée, à part les intentions proclamées par le dictateur lui-même.

La voix des populations pilonnées par Kadhafi est installation d'une image, d'un signifié originaire qui nous installe dans la psychose. Elle est création d'un nouveau réel, libéré de la fonction langagière et qui se saisit de nous. Ici aussi, la perception des faits doit être mise en parenthèses. La voix des victimes est le support d'une création ex nihilo. Il s'agit de la procréation d'un nouveau réel, celui de la mise en place d'un nouvel ordre international, non

plus structuré par des oppositions et des conflits d'intérêts, mais par l'amour de nos gouvernants envers les peuples victimes des tyrans.

La voix, portée par l'image de la victime, nous appelle de l'extérieur, mais ne parle pas. Son action est silencieuse, mais dit la vérité. Elle se pose en tant que sens, en tant que signifié originaire. Elle est ce qui se met à la place de ce que Lacan, travaillant sur la structure psychotique, a désigné comme le signifiant originaire, le symboliquement réel, la part du réel qui est directement symbolisée. Le logos, le symboliquement réel, en tant qu'il permet l'inscription du réel, est possibilité d'un devenir. L'image de la voix de la victime, quant à elle, annule toute inscription, toute capacité de symbolisation du réel.

Elle supprime la fonction de la parole et ainsi toute possibilité d'opposition. Elle nous installe dans un silence traumatique.

La guerre humanitaire, ordonnée par l'image de la victime, nous introduit ainsi directement dans le sacré. Les massacres, empêchés par l'intervention militaire, existent grâce à l'image de la voix des victimes que les dirigeants occidentaux ont préventivement su entendre. La violence du dictateur, exposée dans le discours, apparaît sans objet.

Elle a, comme René Girard l'a théorisé, dans "La violence et le sacré", un caractère originaire.

Elle prend aussi la forme de la vengeance, de deux violences mimétiques, l'une hors la loi, les massacres que Kadhafi ne peut que réaliser, et l'autre, au-delà de la loi, fondée sur le sacré, sur l'amour de la victime. Il n'y a plus de tiers, l'Onu est annulé. Son autorisation de procéder à la création d'un espace aérien, afin de protéger les populations, est non seulement immédiatement violée par l'engagement aux côtés des insurgés, mais aussi dénié par le discours, par la déclaration concomitante que Kadhafi doit partir. L'image de la victime nous place hors langage. Elle renverse ainsi la loi et supprime tout cran d'arrêt à la violence.

Jean-Claude Paye

Sociologue

27/05

<http://www.lalibre.be/debats/opinions/article/663505/l-oxymore-de-la-guerre-humanitaire.html>

---

## 2 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information.

### 2-1 Manlio Dinucci : Egypte et Tunisie, laboratoires du plan économique néocolonial d'Obama.

Le président Obama, dans son discours sur le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, annonce un grand plan économique de « soutien à la démocratie ». Les premiers pays où il sera réalisé sont l'Egypte et la Tunisie. A la demande de Washington, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international présenteront au sommet G-8 du 26-27 mai en France, un plan pour « stabiliser et moderniser les économies égyptienne et tunisienne ».

Les Etats-Unis, ajoute Obama, ne veulent pas qu'une Egypte démocratique soit alourdie par la dette du passé : ils prennent donc à leur charge 1 milliard de dollars de la dette extérieure égyptienne. Mais ne dit pas que, si l'Egypte s'est endettée pour plus de 30 milliards de dollars bien qu'étant un gros exportateur de pétrole et de gaz naturel et même de produits finis, cela est dû au fait que son économie est dominée par les multinationales étasuniennes et européennes à qui Moubarak avait largement ouvert les portes. Une telle domination se renforcera puisque la quote-part de la dette égyptienne prise en charge par Washington permettra aux multinationales étasuniennes d'obtenir des parts d'entreprises et de concessions pétrolifères pour une valeur d'un milliard de dollars, sans déboursier le moindre sou. Toujours pour « renforcer la croissance et l'entrepreneuriat » en Egypte, les USA garantiront aussi un prêt d'1 milliard de dollars, resserrant ainsi encore plus le nœud coulant de la dette. Et Washington poursuit les mêmes buts en Tunisie.

En même temps, annonce Obama, les Etats-Unis sont en train de créer des « fonds d'entreprise à investir en Egypte et Tunisie, sur le modèle de ceux qui ont soutenu la transition en Europe orientale », c'est-à-dire son assujettissement aux puissances occidentales. C'est une initiative bipartisane promue par le sénateur démocrate John Kerry et par le républicain John McCain. L'objectif de ces investissements en Egypte et Tunisie est de « promouvoir le secteur privé et de joint-venture avec des entreprises étasuniennes » et « la création d'une classe moyenne ». Les USA visent aussi la conquête des petites et moyennes entreprises : en Egypte elles sont 160 mille, auxquelles s'ajoutent 2,4 millions de micro-entreprises. Le but de ces investissements est révélé par le règlement du Fonds d'entreprise USA-Egypte : il sera gouverné par un conseil directorial de 4 citoyens privés étasuniens et 3 Egyptiens et ces derniers aussi seront « nommés par le président des Etats-Unis ».

Les régimes de Moubarak et Ben Ali étant écroulés, Washington tente de cette façon de créer une nouvelle base sociale qui garantisse ses intérêts en Egypte et Tunisie. Ces deux pays seront le laboratoire où l'on mettra au point le plan, qui prévoit l'allocation de 2 milliards de dollars pour « soutenir les investissements privés dans toute la région » et lancer une « initiative globale de partenariat de commerce et d'investissements au Moyen-Orient et en Afrique ». A ce plan, ajoute Obama, participe aussi la Banque européenne pour la reconstruction et

le développement (BERD), qui se prépare à « fournir à la transition démocratique et à la modernisation économique au Moyen-Orient et en Afrique le même soutien donné pour l'Europe orientale ». Obama annonce enfin que « nous aiderons les nouveaux gouvernements démocratiques à récupérer les biens volés ». Claire est ici la référence aussi aux fonds souverains libyens - plus de 150 milliards de dollars- « congelés » surtout par les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France. Quand ils seront « décongelés », ils seront transformés en « fonds d'entreprise » pour s'approprier l'économie libyenne.

Manlio Dinucci,  
[ilmanifesto.it](http://ilmanifesto.it)

Edition de dimanche 22 mai de il manifesto,

<http://www.ilmanifesto.it/area-abbonati/in-edicola/manip2n1/20110522/manip2pg/03/manip2pz/303602/>

---

## 2-2 : Attac Gabon : Sur la croisade impérialiste en Cote d'Ivoire et en Libye.

*Attac Gabon suit avec stupéfaction l'évolution de l'actualité internationale, notamment les crises en Libye et en Cote d'Ivoire. La Cote d'Ivoire victime d'une énième agression impérialiste fomentée par le gouvernement français sous la coupole des Nations Unies.*

Ce même gouvernement qui faut-il le rappeler était impliqué à l'origine de cette crise en 2002, n'a pas hésité à œuvrer activement au cotés de l'ex rébellion des Forces Nouvelles devenue FRCI (Forces Républicaines de Cote d'Ivoire) au renversement dans une extrême violence du président "sortant" Laurent Gbagbo pour installer au pouvoir Alassane Ouattara, aussi démocratiquement fut il élu? En agissant ainsi, la France se rendait complice de tous les crimes de guerre et exactions sur les civils commis par ces forces tout au long de leur campagne, allant jusqu'à participer aux combats, pilonnant ainsi à plusieurs reprises des pôles stratégiques d'Abidjan y compris des camps militaires qui abritaient de nombreuses familles. Des milliers de kilomètres plus au nord, en Libye, une autre agression toujours fomentée par France, qui a rapidement entraîné d'autres puissances impérialistes, le tout toujours sous la bienveillance des Nations Unies.

En Cote d'Ivoire comme en Libye, nous déplorons les manœuvres néo-colonialistes visant essentiellement à préserver et consolider des intérêts impérialistes sous couvert d'une assistance humanitaire. Comment comprendre le recours à l'option militaire alors que des solutions pacifiques pouvaient encore être trouvées ? La proposition vénézuélienne de créer une commission internationale humanitaire pour appuyer la paix et l'intégrité de la Libye était acceptée par le régime Kadhafi. L'Union Africaine avait également proposé la nomination d'un haut représentant pour continuer les négociations de sortie de crise, proposition accueillie favorablement par le régime de Gbagbo et les Nations Unies, mais ignorée par le can Ouattara qui fort de ses soutiens occidentaux à engagé les hostilités militaires. Comment expliquer que la France et la "communauté internationale" s'intéresse subitement aux valeurs démocratiques et s'inquiète du sort de certains peuples alors qu'elle soutient juste à coté d'autres dictatures décriées depuis longtemps par leurs peuples ? Quelle démocratie le gouvernement français et Nicolas Sarkozy prétendent promouvoir en Cote d'Ivoire ou ailleurs en Afrique avec des bombardements, au prix de milliers de vies humaines quand on sait comment cette France elle même est dirigée (reform de retraite contestée, expulsion des roms, la ratification du traité européen malgré le non des français, absence de tout contrôle parlementaire sur l'exercice de l'Etat...), quand on sait comment cette même France installe et entretient de sanguinaires dictatures sur le continent. Attac Gabon constate une fois de plus l'ambiguïté des Nations Unies et s'interroge sur le rôle réellement joué par cette organisation. Nous déplorons également le rôle nocif joué par les médias dominants internationaux dans le traitement de ces deux crises, médias qui se sont lancés dans une véritable campagne de désinformation et d'aliénation de l'opinion publique universelle. Il est à déplorer également l'absence de l'Union Africaine qui peine à parler d'une même voix et à peser sur l'échiquier mondial dans les débats sur les questions africaines.

Nous condamnons entre autre la répression en France comme ailleurs des manifestations contre les guerres des puissances impérialistes en Afrique, ainsi que les bavures policières qui s'en suivent, avec l'arrestation des responsables de DIAGAU (Diaspora Gabonaise Unie) lors de manifestations pacifiques à Paris, et les autres camarades interpellés au Cameroun.

Attac Gabon demande :

L'arrêt immédiat de toutes les hostilités militaires pour entreprendre un dialogue sincère entre différents parties,  
Le retrait immédiat de toutes les forces françaises impliquées en Cote d'Ivoire,

La démission du représentant du Secrétaire General des Nation Unies Young Yin Choï et son remplacement par un diplomate neutre qui devra ramener les forces de l'ONUCI à leur mission fondamentale comme décrit dans la résolution 1975,

La mise sur pied d'une commission d'enquête internationale impliquant la société civile pour enquêter sur les exactions commises sur les civils, situer les responsabilités et implications internationales et envisager une procédure pénale,

La reforme en profondeur des Nations Unies pour plus de consensus dans les décisions et l'émergence de la voix des pays "faibles", nous invitons différents Etats à envisager la dissolution pure et simple de cette organisation celle ci doit continuer à être l'instrument de légitimation des campagnes impérialistes.

Nous en appelons surtout à la prise de conscience générale et à la solidarité entre les peuples du monde, tous pris au piège d'un système dirigé par des personnes qui n'ont ni valeurs éthiques ni valeurs morales et qui n'hésitent pas à faire usage de tous les moyens pour parvenir a leurs fins.

---

Merci à [Attac Gabon](#)

Source: [http://gattac.org/index.php?option=com\\_content&view=article&id=29:sur-la-croisade-imperialiste-en-cote-divoire-et-en-libye&catid=1:communiqués-de-presse&Itemid=13](http://gattac.org/index.php?option=com_content&view=article&id=29:sur-la-croisade-imperialiste-en-cote-divoire-et-en-libye&catid=1:communiqués-de-presse&Itemid=13)

Date de parution de l'article original: 09/04/2011

URL de cette page: <http://www.tlaxcala-int.org/article.asp?reference=4887>

<http://www.tlaxcala-int.org/article.asp?reference=4887>

---

## 2-3 86 partis de la gauche latino-américaine contre l'impérialisme humanitaire en Libye.

XVIIème Forum de Sao Paulo à Managua : unis, 86 partis de la gauche latino-américaine condamnent l'impérialisme humanitaire en Libye et appuient le retour de Zelaya au Honduras.

samedi 21 mai 2011

86 partis de gauche d'Amérique Latine participant au Forum de Sao Paulo au Nicaragua, ont condamné ce vendredi la "sauvage agression de l'OTAN contre le peuple libyen, la violation de la souveraineté et la mort conséquente de civils innocents". Réuni à Managua à l'occasion du 50ème anniversaire de la fondation du Front Sandiniste de Libération Nationale et des 116 ans de la naissance du général Augusto C.

Sandino, le Forum de Sao Paulo a déclaré que l'agression « représente une violation flagrante de la charte démocratique de l'ONU » et s'est interrogé sur « le rôle de cette organisation dans l'avenir ».

La résolution appelle à « mettre fin immédiatement aux bombardements, aux actions militaires en Libye et à organiser un dialogue national pour que de manière souveraine et sans ingérence le peuple libyen puisse décider de son avenir ». Les dirigeants de la gauche latino-américaine demandent aux Nations Unies de créer une commission internationale pour stopper le conflit armé, et réaffirment leur soutien aux initiatives de paix de l'ALBA, de l'Union Africaine et du groupe intégré par le Brésil, la Russie, la Chine et l'Afrique du Sud. Ils expriment leur appui à « l'initiative de paix menée par l'Union Africaine » pour résoudre le conflit libyen et ont décidé d'appuyer ses efforts pour « former une commission internationale dans le cadre de l'ONU et intégrée par l'Union Africaine, l'Union Européenne et la Ligue Arabe ». L'Union Africaine a annoncé qu'elle organisera un sommet en ce sens la semaine prochaine.

Cette position contraste avec celle des secteurs de la gauche européenne qui hier encore pourfendaient les « chiens de garde » du droit d'ingérence en Irak ou en Yougoslavie, et défendent aujourd'hui « l'intervention humanitaire » en Libye. Rappelons que l'information selon laquelle le dictateur Kadhafi « bombarde la population de Tripoli », qui fut le déclic émotionnel de la résolution de l'ONU et des campagnes médiatiques pour l'intervention, a depuis été démentie par les envoyés sur place de Il Manifesto (Italie), de Telesur, ainsi que par des experts de l'armée russe et états-unienne...

Paradoxalement les massacres croissants de civils libyens par l'OTAN, les massacres au Yémen, au Bahreïn, en Afghanistan, en Palestine, en Côte d'Ivoire, etc. ou les initiatives de paix latino-américaine et africaine, n'ont suscité qu'un moindre intérêt de ces secteurs. Ce déclin idéologique s'explique de diverses manières : coupure des secteurs populaires, glissement à droite de la société européenne, repositionnement défensif face aux émancipations du Sud, condescendance par rapport aux gauches d'autres continents, catharsis anti-Chavez et images de marque « antitotalitaires » à soigner sous la pression de la dictature médiatique, etc..

Outre l'invasion de la Libye le Forum de Managua a évoqué la dictature installée au Honduras et a apporté son soutien total au retour du président Manuel Zelaya au Honduras prévu le 28 mai : « Le Forum de Sao Paulo réaffirme son appui au Front National de la Résistance Populaire du Honduras (FNRP) dans sa lutte de résistance contre le gouvernement actuel qui n'est que la prolongation du coup d'état perpétré contre le gouvernement légitime de José Manuel Zelaya. Nous réaffirmons que tant que les exigences du FNRP ne seront pas satisfaites, nous n'accepterons pas le retour du Honduras au sein des organismes internationaux dont il a justement été expulsé, qu'il s'agisse de l'OEA ou du Système d'Intégration Centraméricain (SICA). »

Avx côtés du président Daniel Ortega étaient présents l'ex-mandataire du Brésil Luiz Ignacio Lula Da Silva, le président hondurien Manuel Zelaya et le chancelier du Venezuela Nicolas Maduro, parmi d'autres leaders de la gauche.

La multiplication des projets économiques et sociaux de lutte contre les inégalités et le renforcement de l'ALBA (Alliance Bolivarienne pour les Peuples de Notre Amérique) ont également été abordés. « Les victoires de la gauche depuis les élections de Hugo Chavez en 1998 jusqu'au triomphe du FMLN avec Mauricio Funes en 2009 expriment notre force politique, non seulement par rejet du néo-libéralisme et de la politique traditionnelle ; mais aussi et surtout grâce au travail politique qui a permis d'obtenir non seulement des gouvernements nationaux, mais aussi locaux, des pouvoirs territoriaux et des espaces dans les pouvoirs législatifs. C'est depuis ces positions que nous nous proposons de démonter le néo-libéralisme et de construire une alternative qui réponde aux demandes immédiates et historiques de nos peuples ». « La croissante participation des citoyens et des secteurs sociaux dans la vie politique, accompagnée de l'institutionnalisation correspondant à ces changements,

(.) La redistribution des revenus, la démocratisation de la communication et la défense de la souveraineté nationale constituent des batailles communes et non-négociables des forces de gauche du continent. »  
« Les rébellions populaires dans les pays arabes parmi lesquelles se détachent la Tunisie et l'Égypte nous montrent que les peuples ne peuvent rester passifs éternellement mais nous rappellent aussi que la réaction mondiale et l'impérialisme ne resteront jamais indifférents et feront ce qu'il faut pour empêcher la poussée révolutionnaire.

Le Forum de Sao Paulo a réitéré que « le terrorisme ne peut se combattre avec plus de terrorisme, de mépris pour la souveraineté nationale, de violence contre les civils et d'exécutions individuelles ».

« Nous saluons le rôle de l'UNASUR contre les coups d'état en Bolivie et en Equateur, l'accord colombo-vénézuélien de normaliser les relations. (...) Un véritable événement historique est en cours avec la formation unanime par les pays membres du groupe de Río d'une nouvelle organisation continentale qui regroupera tous les pays de l'Amérique Latine et des Caraïbes (CELAC). Nous exigeons l'intégration de Puerto Rico dans cet organisme comme forme d'avancer dans la lutte pour atteindre la reconnaissance pleine de son droit à la souveraineté nationale.

La persistance du colonialisme constitue une situation particulièrement grave pour notre continent, qui affecte directement Puerto Rico, la Martinique, la Guadeloupe, Curaçao, Aruba, Bonaire, la "Guyane française" et les îles Malouines argentines ».

A l'unanimité Caracas a été désignée comme siège de la session du XVIIIème Forum de Sao Paulo en 2012, dont le thème sera "Le défi de l'intégration politique et économique des peuples d'Amérique Latine".

URL de cet article : [http://www.larevolucionvive.org.ve/...](http://www.larevolucionvive.org.ve/)

Libye : Les attaques de l'OTAN sur les ports ont déclenché une crise humanitaire CUBADEBATE

Le gouvernement Libyen a dénoncé aujourd'hui que les bombardements de l'OTAN contre les ports libyens ont déclenché une "crise humanitaire" dans la population, en affectant des terminaux portuaires commerciaux et non militaires, comme l'affirmait l'alliance atlantique [OTAN]

Le gouvernement Libyen, par la voix d'un représentant cité par la télévision CNN, dit que les forces de l'OTAN ont attaqué le port commercial de Tripoli.

"Par ce port transitaient les provisions alimentaires et d'essence et les raids ont abattu maintenant les navires qui devaient mouiller dans ce port " avec de l'aide humanitaire, dit ce représentant qui a accompagné une équipe de l'émission au terminal portuaire de la capitale.

Les attaques ont déclenché une "crise humanitaire", indiqua-t-il. L'OTAN a dit que l'attaque a été perpétrée le jeudi contre des objectifs militaires.

L'Alliance Atlantique a donné l'information selon laquelle durant l'attaque ont été détruits huit navires militaires dans les ports de Tripoli, Al Khums et Syrte.

Information de ANSA

Source : <http://www.cubadebate.cu/noticias/2...>

23 mai 2011

URL de cet article 13781

<http://www.legrandsoir.info/86-partis-de-la-gauche-latino-americaine-contre-l-imperialisme-humanitaire-en-Libye.html>

---

---

### 3 Annexe

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information.

#### 3 Brigitte Queck & Hans-Jürgen Falkenhagen : Le 28 septembre 1912 en Libye...

*Jusqu'en 1911 la Libye appartenait à l'empire ottoman, déjà en pleine décomposition. Au début du XXème siècle l'Italie, alors gouvernée par Giolitti, décida d'occuper la Libye (Giolitti, né en 1842, fut un homme politique italien d'envergure, plusieurs fois Premier ministre de ce pays).*

*La Banco di Roma, la banque du Vatican, ainsi que les capitalistes européens avait déjà pris pied en Libye, en y achetant des concessions minières, des installations portuaires et des établissements industriels, préparant ainsi l'invasion militaire sur le terrain économique.*

Le 28 septembre 1912 des bâtiments de guerre blindés arrivèrent devant le port de Tripoli avec d'importantes troupes italiennes.

Bien que le sultan ottoman ait abandonné sans combattre le pays à ses agresseurs, Tripoli fut bombardée et des centaines de Libyens et Libyennes perdus.

Les colonialistes se heurtèrent à une énergique résistance arabe, à laquelle ils répondirent par un terrorisme massif à l'encontre de la population autochtone. Par exemple, à Barka, la population passa de 300 000 personnes en 1911 à 120 000 en 1915.

La bataille de Gardabia, en 1915, est entrée dans l'histoire libyenne car elle marque le début de la lutte de libération du peuple libyen contre les colonisateurs italiens, après que l'Italie a dû accorder aux Libyens une des droits garantissant une certaine autonomie.

Après la Première guerre mondiale les occupants ont stationné 3 divisions, 56 bataillons et 29 batteries de campagne en Libye.

La prise du pouvoir par les fascistes italiens, en octobre 1922, a modifié le visage du colonialisme.

Tout à l'Ouest du pays, dans le désert de Syrte, les fascistes ont installé des camps de concentration où les résistants ont été soumis à un « traitement spécial ».

L'un des génocidaires s'appelait Rodolfo Graziani<sup>1</sup>. En Italie il a, depuis, été discrètement réhabilité.

Il a déclaré à ses commanditaires fascistes avoir fait emprisonner 139 192 personnes. Mais ses récits témoignent aussi de ce que fut la résistance libyenne. Graziani ne mentionne pas moins de 53 grandes batailles, en plus de 200 affrontements militaires de moindre ampleur. Là-dessus, les fascistes posé 300 km de barbelés dans le désert pour couper les combattants libyens de leurs bases du côté de l'Égypte. Ils ont aussi pratiqué la politique de la terre brûlée contre les habitants de ces régions.

Et ils ont eux-mêmes tenu un journal de bord très exact. Par exemple il y avait à Barka (Cyrénaïque) environ 130 000 moutons, 23 600 bovins et 27 000 chevaux. En 1933, il n'y en avait plus, respectivement, que 98 000, 8700 et 1000 (E.E. Evans - Pritchard: *The Sanussi of Cyrenaica*. Oxford 1949,p.37).

La brutalité envers la population s'accompagna d'un afflux accru de colons italiens, d'autant plus que les occupants ne pouvaient escompter sur les collabos du pays pour leur fournir une base sociale.

Tandis qu'on chantait, dans les caf' conc' italiens, « *Tripoli bel suol d'amore* », les journaux catholiques parlaient de « notre droit sur cette colonie, que confirme le Canon ecclésiastique » et dans l'église San Stefano dei Cavalieri à Pise, ornée des drapeaux conquis sur les Turcs au XVIème siècle, le Cardinal bénit les fantassins italiens, les exhortant à croiser leurs baïonnettes avec les cimenterres turcs, pour rapporter dans cette église d'autres drapeaux « afin de donner une nouvelle gloire à notre patrie, l'Italie. »

Ceux qui, en Italie, se trouvaient tout en bas de l'échelle sociale faisaient désormais partie des seigneurs qui essayaient de mettre les Libyens sous leur coupe. En Italie, on faisait une propagande effrénée pour la colonisation en Libye.

En quelques années, 10 000 Italiens ont émigré en Libye, auxquels se sont ajoutés, dit-on, encore dix mille autres entre 1930 et 1940.

En 1930 la plus grande partie des terres agricoles (200 000 hectares) avaient été réquisitionnée par les fascistes et remise à des colons blancs.

La Libye fut déclarée « terra italiana »(terre italienne). Les Libyens et Libyennes devaient en conséquence demander la nationalité italienne.

Cette forme de colonialisme (assimilation) ne marcha pas, puisqu'en 1927-28 seules 14 demandes furent déposées, dont 7 seulement par des Libyens !

L'invasion de la Cyrénaïque et de la Tripolitaine par un corps expéditionnaire de 100 000 hommes sous le commandement de 24 généraux déclencha une résistance immédiate de la part de la population libyenne. La répression fut féroce. Plusieurs milliers d'Arabes, dont des femmes et des enfants, furent fusillés ou pendus. Beaucoup d'autres furent déportés à Ustica, une île de la mer Tyrrhénienne, ou sur d'autres îles, où presque tous moururent de faim ou de maladie.

Ainsi commença la longue histoire d'une vaste résistance anticoloniale et anti-impérialiste qui brava une répression de plus en plus forte, particulièrement à l'époque du fascisme italien.

En 1930, sur l'ordre de Mussolini et des généraux Badoglio et Graziani, 100 000 habitants du haut-plateau de Cyrénaïque furent déportés et enfermés dans 15 camps de concentration installés en bord de mer. Les tentatives d'évasion étaient punies de mort. Sur l'ordre de Mussolini et du maréchal de l'armée de l'air Italo Balbo on utilisa également des bombes et des gaz toxiques, interdits en 1925 par le Protocole de Genève. La Libye fut à l'armée de l'air italienne ce que fut Guernica à la Luftwaffe hitlérienne: un terrain d'expérimentation pour les armes et techniques de guerre les plus meurtrières.

Ce fut Omar El Mokhtar qui prit la tête de la lutte de libération. Sous son commandement, les partisans libyens ont combattu, vaillamment jusqu'au dernier, sans craindre la mort. Pour les couper de leur base de ravitaillement et les isoler, le général Graziani avait fait poser des barbelés à la frontière entre l'Égypte et la Cyrénaïque sur 270 km de long et plusieurs mètres de large. Localisé depuis un avion, Omar El Mokhtar fut blessé et fait prisonnier.

Il fut pendu le 16 septembre 1931 au camp de concentration de Solouk, devant 20 000 prisonniers contraints d'assister à l'exécution. Il était âgé de 73 ans.

Pour le fascisme italien, le pire des crimes était en effet d'avoir pris les armes pour séparer cette colonie de la mère-patrie italienne et la libérer.

Le 14 septembre 1940, Graziani attaqua l'Égypte avec 9 divisions et 250 avions. S'ensuivit la bataille de Sidi Barrani. Elle permit aux Arabes d'écraser 8 divisions fascistes. Les résistants arabes et africains prêtèrent main-forte aux troupes régulières anglaises.

Les fascistes italiens demandèrent alors de l'aide à leurs camarades allemands, ce qui mena à la première confrontation directe entre antifascistes libyens et fascistes allemands.

Lorsque les Allemands de Rommel eurent atterri au Nord-Ouest de l'Égypte, en 1941, ils se heurtèrent à une résistance acharnée des antifascistes arabes, africains et libyens. Ceux-ci infligèrent de lourdes pertes aux unités allemandes et italiennes au cours de guérillas longues et opiniâtres.

Ceci permet de constater que les premières victimes du fascisme en-dehors des pays fascistes eux-mêmes ne furent pas seulement les Espagnols entre 1936 et 1939 ainsi que les Brigades internationales accourues à leur aide du



monde entier, mais aussi les résistants arabes et africains.

Ce chapitre de l'Histoire a jusqu'ici été ignoré. Ce sont donc des Arabes, des Africains et des Libyens qui ont ouvert la voie à la défaite de Rommel en Égypte.

Il est temps qu'Arabes et Africains se souviennent de ce chapitre glorieux de leur histoire, précisément maintenant, et qu'au lieu de s'entre-déchirer, ils s'unissent pour envoyer au diable les colonisateurs étrangers (FMI et Banque mondiale) et les bouchers de leur bras armé, l'OTAN !!

*1 Condamné en 1950 à 19 ans de détention , Graziani a été gracié peu après et n'a passé en prison que quelques mois.*

---

Brigitte Queck & Hans-Jürgen Falkenhagen

Traduit par Tafsut Ait Baamrane تفسوت أيت باعمران

Merci à Tlaxcala

Source: <http://www.tlaxcala-int.org/article.asp?reference=4866>

Date de parution de l'article original: 25/05/2011

URL de cette page: <http://www.tlaxcala-int.org/article.asp?reference=4892>

<http://www.tlaxcala-int.org/article.asp?reference=4892>